



Communiqué

***Nous ne tournerons pas la page,
nous ne passerons pas à autre chose :
en lutte jusqu'au retrait !***

Après des mois de lutte très majoritairement soutenue par la population, Macron vient d'aller au bout de sa logique de mépris pour le peuple en promulguant sa réforme antisociale dans la nuit de vendredi à samedi.

Depuis, toute la Macronie défile dans les médias pour dire qu'il est temps de « passer à autre chose ». Ces bons petits soldats du président s'imaginent-ils sérieusement que nous allons reprendre le chemin du « dialogue social » stérile mis en œuvre depuis l'arrivée de Macron au pouvoir ?

Il n'en est pas question !

L'heure est à la poursuite du combat pour gagner l'abandon de la retraite Macron à 64 ans, comme ont été gagnés ceux des textes déjà votés sur le Smic jeunes en 1994 et sur le Contrat Première Embauche en 2006.

L'intersyndicale interprofessionnelle « soutient les actions et grèves engagées et les initiatives intersyndicales de proximité qui seront décidées localement ».

Plusieurs échéances sont fixées :

- **jeudi 20 avril et vendredi 28 avril** (journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail), **la CGT appelle à des temps forts d'action**

- **lundi 1er mai** : l'intersyndicale interprofessionnelle appelle à « construire une **journée de mobilisation exceptionnelle et populaire contre la réforme des retraites et pour la justice sociale** ».

Mobilisons-nous massivement dans les trois versants de la Fonction publique pour gagner :

- le retrait de la loi
- un droit au départ à la retraite à taux plein à 60 ans, avec des départs anticipés pour celles et ceux qui exercent des métiers pénibles, avec le maintien et l'amélioration des régimes dits spéciaux
- un financement par l'augmentation des traitements et des salaires, l'augmentation des cotisations sociales et l'extension de l'assiette de ces dernières, l'égalité salariale entre les femmes et les hommes.

Partout dans nos services, établissements et administrations, multiplions les assemblées générales et débattons de notre participation aux actions visant les intérêts du capital, rassemblements, manifestations, débrayages et grèves.

Montreuil, le 17 avril 2022